

Le futur alimentaire de la planète passera forcément par la mer

Sébastien Abis, membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN

Les apports en poissons ou crustacés deviennent vitaux pour l'équilibre nutritionnel mondial. Il faut accroître l'offre et favoriser l'accessibilité, en tenant compte des enjeux environnementaux

Sébastien Abis est directeur du Club Déméter et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Il est aussi le codirecteur de l'ouvrage annuel *Le Déméter*, qui explore les grandes thématiques agroalimentaires mondiales. Il propose, avec la série « Le dessous des tables », une prise de hauteur sur les défis agricoles et alimentaires.

Si [les récoltes sur terre sont majoritaires dans l'offre alimentaire mondiale](#), n'oublions pas pour autant la contribution essentielle de la mer pour satisfaire les consommateurs et participer à la sécurité nutritionnelle de tous. Il se pourrait même que les produits halieutiques et aquacoles soient de plus en plus présents dans nos assiettes demain.

Rappelons tout d'abord quelques faits. En moyenne dans le monde, pêche et aquaculture fournissent 20 % de l'apport en [protéines animales](#) et 7 % du total protéinique pour la population. Avec la croissance démographique dans le monde et les changements de régime alimentaire, la demande en produits de la mer a doublé en l'espace d'un demi-siècle, passant de 9 kg à 21 kg par an et par habitant. Bien que cette dynamique soit globale, la situation diffère selon les pays quant au volume moyen consommé par individu : [50 kg pour un Japonais](#), 35 kg pour un Chinois, 33 kg pour un Français, 22 kg pour un Européen.

Ce chiffre tombe à 10 kg en moyenne pour un Brésilien, à 5 kg pour un Indien ou bon nombre d'Africains. Or dans ces régions émergentes, sud-américaines, asiatiques et africaines, la demande s'accroît significativement. L'essor est également significatif en Europe ou en Amérique du Nord, car les produits de la mer sont associés aux interactions bénéfiques entre santé et alimentation (acides gras, vitamines, protéines, minéraux et micronutriments).

Deux conséquences à une telle progression de la demande : la nécessité d'accroître l'offre et de favoriser son accessibilité. La première interroge la soutenabilité d'un tel développement. La seconde met en lumière le rôle du commerce international et pose des enjeux de stratégies de puissance.

Surexploitation. Pour répondre aux besoins, la production doit suivre le rythme. De 40 millions de tonnes au début des années 1960, elle est passée à 170 millions de tonnes de nos jours. La barre des 200 millions de tonnes pourrait être dépassée avant 2025.

Si la part de la pêche représentait l'intégralité de la production dans les années 1960, elle reste stable depuis les années 1990 dans l'offre de produits de la mer, autour de 90 millions de tonnes. En revanche, celle de l'aquaculture explose. De 20 millions de tonnes à peine au

début de la décennie 1990, elle a doublé au début du millénaire et dépasse désormais 80 millions de tonnes.

L'aquaculture est l'un des secteurs économiques les plus dynamiques et innovants actuellement, représentant un business de 250 milliards de dollars par an dans le monde. Les investissements s'intensifient tant pour l'aquaculture marine que terrestre.

Certaines ressources comme [les algues sont cotées comme les produits phares de demain](#). Une [étude récente, réalisée par un groupe de haut niveau sur l'économie océanique durable](#), souligne qu'il sera possible de multiplier par six les volumes alimentaires issus de la mer d'ici 2050, notamment en misant sur l'aquaculture. Ces tendances suscitent parfois des controverses à propos de l'environnement et des écosystèmes marins.

Il est vrai que la surexploitation des stocks de poissons, pour de nombreuses espèces, est un réel problème. La planète compte aujourd'hui deux fois plus de bateaux de pêche que dans les années 1960. [Ils sont plus gros et motorisés, avec certains navires-usines dont les pratiques s'avèrent parfois peu responsables en matière de respect des quotas.](#)

De son côté, l'empreinte des fermes aquacoles sur la biodiversité est appelée à baisser, même si les pratiques s'optimisent dans de nombreux pays. Non sans raison, l'objectif de développement durable (ODD) n°14 des Nations Unies porte précisément sur les mers et les océans, avec en son sein les secteurs de la pêche et l'aquaculture.

Vivier. La croissance de la demande en produits de la mer renforce également l'importance de commerce : 35 % de la production mondiale de poisson se retrouve d'ores et déjà sur les marchés internationaux. Ces échanges se sont élevés à 160 milliards de dollars en 2019, ce qui place poissons, crustacés ou mollusques au même niveau financier que le commerce des viandes, des fruits ou des céréales.

Soumis à la volatilité des cours et aux impacts des changements climatiques, les produits de la mer subissent aussi les aléas géo-économiques. Entre les rivalités sino-américaines et les inconnues sanitaires liées au coronavirus, les marchés sont sous pression.

En Europe, le Brexit modifie la donne : [le Royaume-Uni est le « vivier à poissons » de l'Union européenne, assurant 40 % de ses captures, grâce à des eaux très poissonneuses, notamment au large de l'Ecosse](#). La moitié des prises françaises se font d'ailleurs dans les eaux britanniques. Toutefois, le marché européen représente 75 % des exportations britanniques de produits de la mer. Le départ du Royaume-Uni de la Politique commune de la pêche (PCP), instaurée en 1983, peut bouleverser l'accès aux eaux territoriales et la gestion commune de la ressource halieutique. [Un accord sur la pêche est jugé prioritaire dans les prochains mois sur l'épineux dossier du Brexit.](#)

Moratoire sur le Yangtsé. Consommation en hausse, offre à fournir, commerce à assurer, durabilité du développement à garantir, volatilité des prix et des politiques : les produits de la mer connaissent tout autant que ceux de la terre de sérieux défis à relever. Ne sous-estimons pas la géopolitique de ces affaires, bien incarnée par les stratégies de la Chine.

A elle seule, elle réalise 20 % des captures de pêche, produit 70 % des poissons d'élevage et consomme le tiers des produits de la mer dans le monde. C'est de très loin le plus grand exportateur de poissons et de produits à base de poisson de la planète. Son pouvoir est important. La Chine, qui se rêve aux avant-postes des transitions écologiques, vient néanmoins de lancer un moratoire de dix ans sur la pêche dans des zones clés du [Yangtsé, le plus long fleuve du pays](#) (6 000 km), afin de protéger la biodiversité. Outre l'impact sur les 300 000 pêcheurs qui travaillent sur ce fleuve, nul doute que la Chine devra intensifier ses manœuvres pour trouver des ressources halieutiques ailleurs, soit le long de ses littoraux, soit beaucoup plus loin, à l'étranger, dans des espaces exploités pour ses propres intérêts.

A côté de la maritimisation de la sécurité alimentaire se dessine donc une sino-mondialisation des secteurs de la pêche et de l'aquaculture.